

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2254

[S - C - 98/29350]

30 JUIN 1998

Décret relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et des membres du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il s'applique également aux membres du personnel non statutaire des mêmes catégories de fonction.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par « formation en cours de carrière », toute activité de formation qui a pour objet l'entretien, le perfectionnement ou l'actualisation des compétences des membres du personnel visé à l'article 1^{er}.

La formation en cours de carrière comprend également des activités permettant aux membres du personnel dont la formation initiale ne répond plus aux exigences de la fonction ou à l'offre d'enseignement, d'acquérir les compétences nécessaires soit à l'exercice de leur fonction, soit à l'exercice d'une autre fonction dans l'enseignement.

Art. 3. Les objectifs généraux de la formation en cours de carrière sont :

- 1° la capacité de mettre en œuvre les activités visées à l'article 2;
- 2° l'acquisition des comportements propres à gérer efficacement les relations humaines;
- 3° l'acquisition et la mise à jour des connaissances et des aptitudes professionnelles, notamment celles qui sont liées à la mise en place du régime 1;
- 4° l'étude et l'analyse des facteurs sociaux, économiques et culturels qui influencent le comportement des personnes et les conditions d'exercice de la fonction d'enseignant dans l'enseignement de promotion sociale;
- 5° le développement de la communication, du travail en équipe, de l'interdisciplinarité ainsi que l'émergence et le développement de projets au sein des établissements;
- 6° la réorientation professionnelle, dans l'enseignement, des enseignants en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 4. Pour l'application du chapitre II du présent décret, les formateurs sont :

- 1° des membres statutaires ou non statutaires du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, des services d'inspection, des centres psycho-médico-sociaux et de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;
- 2° des centres de formation continuée relevant soit d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs soit d'un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs;
- 3° des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 4° des hautes écoles;
- 5° des universités ou de leurs organes de formation;
- 6° des personnes physiques, experts nationaux ou internationaux;
- 7° des organisations d'éducation permanente et de jeunesse reconnues par la Communauté française;
- 8° des représentants de l'Union européenne et de l'OCDE;
- 9° des entreprises publiques ou privées.

Art. 5. Le Gouvernement de la Communauté française, ci-après dénommé le Gouvernement, fixe les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés à l'article 4, 1°, peuvent être chargés de dispenser des formations.

Les activités de formation ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique ni à celles de l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

Art. 6. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} auxquels est attribué un traitement d'activité ou une subvention-traitement d'activité et qui bénéficient d'une formation ou qui l'assurent sont réputés en activité de service pendant la durée de la formation.

Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi peuvent assurer ou participer à une formation. La durée de celle-ci est assimilée à un rappel provisoire à l'activité de service ou à un rappel en service.

Pour les membres du personnel désignés à titre temporaire, la durée de la formation suivie n'est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté administrative et pécuniaire que si celle-ci est englobée dans la période de désignation ou d'engagement à titre temporaire.

Art. 7. A l'issue de la formation, une attestation est délivrée par l'organisateur visé à l'article 9, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 8. Le Gouvernement détermine, après concertation avec l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, l'inspection et les représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, les conditions auxquelles les formations peuvent être rendues obligatoires.

CHAPITRE II. — *Des formations dispensées dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 9. Les formations destinées aux membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française visés à l'article 1^{er} sont organisées par le Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française relevant de l'Administration générale et de la Recherche scientifique, sur proposition de l'Inspection de l'enseignement de promotion sociale.

Les formations destinées aux membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française visés à l'article 1^{er} sont organisées selon les modalités que le Gouvernement détermine :

1° soit à l'initiative d'un pouvoir organisateur ou d'un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, pour les formations qu'il veut promouvoir en fonction de ses objectifs et méthodes pédagogiques;

2° soit sur la base d'une convention entre un ou plusieurs pouvoirs organisateurs et/ou un ou plusieurs organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

La formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale peut être organisée sur la base d'une convention entre le Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française et un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

Art. 10. Il est créé la « Commission de la formation en cours de carrière », ci-après dénommée « la Commission » chargée, après consultation des organisations syndicales représentatives, de soumettre à l'approbation du Gouvernement, dans le courant du 1^{er} trimestre de chaque année civile, les thèmes généraux communs de formation relatifs aux objectifs visés à l'article 3 pour l'année civile suivante.

La Commission est composée :

1° de l'administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

2° du responsable du service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale;

3° des membres du Bureau du Conseil supérieur, tel que visé à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale.

La Commission désigne son président parmi ses membres. Le secrétariat est assuré par un membre du Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance désigné par l'administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

La rétribution des membres de la Commission est fixée par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Du contrôle des formations dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française*

Art. 11. Les services d'inspection et les services de vérification, dans leurs missions respectives, sont chargés :

1° du respect de l'application des dispositions du présent décret;

2° du contrôle de l'utilisation des crédits et des subventions affectés aux formations;

3° de l'exécution des projets et de la participation effective des membres du personnel visés à l'article 1^{er}.

CHAPITRE IV. — *De l'évaluation des formations dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française*

Art. 12. Le conseil de gestion du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'Enseignement de la Communauté française, visé à l'article 5 de l'arrêté du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'Enseignement de la Communauté française, procède à l'évaluation des formations visées à l'article 9, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — *De l'évaluation globale des formations*

Art. 13. L'inspection procède annuellement à l'évaluation du dispositif mis en place par le présent décret.

Ce rapport d'évaluation est transmis au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et au ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 14. Toute personne impliquée, directement ou indirectement, comme formateur ne peut assumer de rôle dans l'évaluation ou le contrôle de cette formation.

CHAPITRE VI. — *Des moyens budgétaires*

Art. 15. Les crédits budgétaires affectés aux formations en cours de carrière, en ce compris les rémunérations correspondantes, s'élèvent au moins à 0,12 % des dépenses courantes que le budget du ministère de la Communauté française consacre à l'enseignement de promotion sociale.

Ces crédits sont répartis entre le Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française et les différents organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs au prorata du nombre total de périodes attribuées au cours de l'année civile précédant celle de l'organisation des formations.

Les frais de gestion et de secrétariat ne peuvent être supérieurs à 10 % des crédits accordés à la formation en cours de carrière.

40 % des crédits budgétaires répartis conformément à l'alinéa 2 sont consacrés à des formations basées sur des thèmes généraux.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 16. Pour l'année 1998, les crédits visés à l'article 15 sont multipliés par un coefficient dont la valeur est 0,3.

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 juin 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————
Note

Session 1997-1998.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 240-1. — Amendements de commission, n°s 240-2 et 3. — Rapport, n° 240-4. — Amendements de séance, n°s 240-5.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 23 juin 1998.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2254

[S - C - 98/29350]

30 JUNI 1998

Decreet met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het is eveneens van toepassing op de niet-statutaire personeelsleden van dezelfde functiecategorieën.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, verstaat men onder « bijscholing » elke vormingsactiviteit die als doel heeft de bekwaamheden van de personeelsleden bepaald in artikel 1, te onderhouden, te verbeteren of aan te passen aan de actualiteit.

De bijscholing omvat tevens activiteiten die personeelsleden van wie de beginopleiding niet meer beantwoordt aan de eisen van de functie of aan het onderwijsaanbod, toelaten de nodige capaciteiten te verwerven voor de uitoefening van hun functie of voor de uitoefening van een andere functie in het onderwijs.

Art. 3. De algemene doelstellingen van de bijscholing zijn :

1° de capaciteit om de activiteiten bepaald in artikel 2 in praktijk te brengen;

2° het aankweken van de juiste vaardigheden om efficiënt om te gaan met mensen;

3° het verwerven en in de praktijk brengen van beroepsmatige kennis en vaardigheden, met name die welke verband houden met de invoering van het stelsel 1;

4° het bestuderen en analyseren van de sociale, economische en culturele factoren die van invloed zijn op het gedrag van mensen en de omstandigheden waarin de functie van leerkracht in het onderwijs voor sociale promotie wordt uitgeoefend;

5° de verbetering van de communicatie, het teamwork en de interdisciplinaire samenwerking, alsook het ontstaan en de uitwerking van projecten binnen de instellingen zelf;

6° de beroepsomschakeling, in het onderwijs, van leerkrachten die ter beschikking zijn gesteld wegens gebrek aan banen.

Art. 4. Wat de toepassing van hoofdstuk II van dit decreet betreft, zijn de opleiders :

1° statutaire of niet-statutaire leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, de inspectiediensten, de psycho-medisch-sociale centra en het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

2° centra voor voortgezet onderwijs die hetzij onder de bevoegdheid vallen van één of meerdere inrichtende machten, hetzij onder een representatie- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten;

3° instellingen voor onderwijs voor sociale promotie;

4° hogescholen;

5° universiteiten of hun opleidingsinstellingen;

6° natuurlijke personen, nationale of internationale experts;

7° organisaties voor volwassenen- en jongerenscholing erkend door de Franse Gemeenschap;

8° vertegenwoordigers van de Europese Unie en de OESO;

9° staats- of privé-bedrijven.

Art. 5. De Regering van de Franse Gemeenschap, hierna Regering genoemd, legt de modaliteiten vast volgens dewelke de personeelsleden bepaald in artikel 4, 1°, kunnen worden belast met het geven van opleidingen.

De vormingsactiviteiten zijn niet onderworpen aan de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 met betrekking tot het loonstatuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, noch aan die van artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 met betrekking tot het loonstatuut van de leden van het directie- en onderwijzend personeel en het opvoedend nevenpersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De personeelsleden, bepaald in artikel 1, aan wie een salaris of een salaris-toelage wordt toegekend voor een dienstactiviteit en die een opleiding genieten of verzorgen, worden gedurende de hele opleiding als in dienst beschouwd.

Personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens gebrek aan banen, mogen een opleiding geven of eraan deelnemen. De duur hiervan wordt gelijkgesteld met een voorlopige heroproeping tot de dienstactiviteit of met een heroproeping in dienst.

Voor tijdelijk benoemde personeelsleden wordt de duur van de gevolgde opleiding slechts in aanmerking genomen voor de berekening van de administratieve en loonanciënniteit, als deze binnen de periode van de tijdelijke benoeming of aanwerving valt.

Art. 7. Aan het eind van de opleiding wordt door de inrichter bepaald in artikel 9 een attest afgeleverd volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Art. 8. De Regering bepaalt, na overleg met het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, de inspectie en de afgevaardigden van de representatie- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, onder welke voorwaarden vormingscursussen verplicht kunnen worden gemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Vormingscursussen*

gegeven in het onderwijs voor sociale promotie, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 9. De vormingscursussen bestemd voor de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, bepaald in artikel 1, worden ingericht door de Algemene Dienst voor Opvoedkundige Zaken, Pedagogisch Onderzoek en Sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap onder de bevoegdheid van het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, op voorstel van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie.

De opleidingen die bestemd zijn voor de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie en worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepaald in artikel 1, worden ingericht volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt :

1° hetzij op initiatief van een inrichtende macht of een representatie- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, voor cursussen die deze wil promoten met het oog op zijn pedagogische doelstellingen en methodes.

2° hetzij op basis van een overeenkomst tussen één of meer inrichtende machten en/of één of meer representatie- en coördinatieorganen van de inrichtende machten.

De bijscholing van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie kan worden ingericht op basis van een afspraak tussen de Algemene Dienst voor Opvoedkundige Zaken, Pedagogisch Onderzoek en Sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en een representatie- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten.

Art. 10. Er is een « Bijscholingscommissie » opgericht, hierna « de Commissie » genoemd, die, na raadpleging van de representatieve syndicale organisaties, belast is met de taak om in de loop van het 1e trimester van elk kalenderjaar, de gemeenschappelijke, algemene thema's van de bijscholingscursussen voor het volgend kalenderjaar, die verband houden met de doelstellingen vermeld in artikel 3, ter goedkeuring over te leggen aan de Regering.

De Commissie bestaat uit :

1° de Algemeen Bestuurder voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

2° de verantwoordelijke van de inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie;

3° leden van het Bureau van de Hoge Raad, zoals bepaald in artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991, dat de modaliteiten vastlegt voor de organisatie en de werking van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie;

De Commissie kiest haar voorzitter onder haar leden. Het secretariaat wordt verzekerd door een lid van de Algemene Dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt uurrooster en het afstandsonderwijs, aangeduid door de Algemeen Bestuurder voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De Commissie stelt haar huisreglement op en legt dit ter goedkeuring over aan de Regering.

De vergoeding van de leden van de Commissie wordt vastgelegd door de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Controle op de opleidingen*
in het onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 10. De inspectie- en de controlediensten zijn, elk in hun respectieve opdracht, belast met :

1° het toezicht op de toepassing van de bepalingen van dit decreet;

2° de controle van het gebruik van de kredieten en de subsidies toegekend aan de opleidingen;

3° het toezicht op de uitvoering van de projecten en de effectieve deelneming van de personeelsleden bepaald in artikel 1.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie van de opleidingen*
in het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 11. De Raad van Beheer van het Centrum voor zelfstudie en voortgezet onderwijs van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, bepaald in artikel 5 van het besluit van 7 april 1995 met betrekking tot de oprichting van een Centrum voor zelfstudie en voortgezet onderwijs van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, staat in voor de evaluatie van de opleidingen bepaald in artikel 9, alinea 1.

HOOFDSTUK V. — *Globale evaluatie van de opleidingen*

Art. 12. De inspectie doet jaarlijks een evaluatie van het systeem dat wordt ingevoerd door dit decreet.

Dit evaluatieverslag wordt overgemaakt aan de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie en aan de minister die bevoegd is voor het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 13. Alle personen die rechtstreeks of onrechtstreeks als opleider betrokken zijn, worden uitgesloten van alle evaluatie- of controletaken met betrekking tot deze opleidingen.

HOOFDSTUK VI. — *Budgettaire middelen*

Art. 14. De begrotingskredieten die worden toegewezen aan bijscholingscursussen, met inbegrip van de bijbehorende vergoedingen, bedragen minstens 0,12 % van de normale uitgaven die de begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap uittrekt voor het onderwijs voor sociale promotie.

Deze kredieten worden verdeeld tussen de Algemene Dienst voor Opvoedkundige Zaken, Pedagogisch Onderzoek en Sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en de verschillende representatie- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, naar rata van het totaal aantal toegekende periodes in de loop van het kalenderjaar dat voorafging aan het jaar waarin de cursussen worden ingericht.

De beheers- en secretariaatskosten mogen niet hoger liggen dan 10 % van de voor de bijscholingscursussen toegekende kredieten.

40 % van de begrotingskredieten, verdeeld overeenkomstig alinea 2, worden besteed aan opleidingen die gebaseerd zijn op algemene thema's.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. Voor het jaar 1998 worden de kredieten, bepaald in artikel 15, vermenigvuldigd met een coëfficiënt 0,3.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 juni 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
 Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
 Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
 W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
 Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
 Nota

Zitting 1997-1998.

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet, nr. 240-1. - Commissieamendementen, nrs. 240-2 en 3. - Verslag, nr. 240-4. - Amendementen van de vergadering, nrs. 240-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 juni 1998.

30 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les limites des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle relative à l'aide et à la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment les articles 32, § 2, 3° et 33, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 18 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 mars 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 mars 1998 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;